

<http://ugtg.org/spip.php?article2208>



WOULO POU 1yé Mé 2015

- La Centrale UGTG -



Date de mise en lignemercredi 29 avril 2015

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

TRAVAYÈ - JENN - CHOMÈ - RÈTRÈTÉ !

ANSANM-ANSANM ! TOUS UNIS CONTRE L'EXPLOITATION CAPITALISTE, LA PRÉCARITÉ, LA CASSE DES STATUTS ET DES CONVENTIONS COLLECTIVES

LE 1ER MAI EST LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LUTTE DE TOUS LES TRAVAILLEURS. Ils analysent leurs combats et tracent leurs perspectives. Ce 1er mai 2015 se situe en pleine année électorale et quelques jours avant l'arrivée de François Hollande qui vient inaugurer le Mémorial Acte, miroir en plein milieu de l'Arc Caraïbe, destiné à vanter les mérites du système colonial. C'est l'occasion pour nous, Travailleurs, de rappeler à ceux qui, aujourd'hui, se présentent tels des sauveurs que la réalité de la Guadeloupe c'est notamment :

- ▶ plus de 70.000 chômeurs
- ▶ plus de 23.000 familles vivant en-dessous du seuil de pauvreté ;
- ▶ un système scolaire et universitaire inadapté et des moyens insuffisants ;
- ▶ une formation professionnelle sans orientation et sans moyens ;
- ▶ de plus en plus de Guadeloupéens livrés à la drogue et à la mendicité.

Les mesures en faveur des patrons (ANI, Pacte de responsabilité, défiscalisation, Loi Macron,) n'ont pas diminué le nombre de chômeurs. Bien au contraire, ces mesures se sont accompagnées de licenciements, de fermetures d'entreprises, de délocalisations, entraînant plus de misère, plus de précarité, plus de pauvreté, plus de déviances sociales.

L'enrichissement des actionnaires, des grands patrons et hauts dignitaires de l'Etat ont eu pour corollaire la casse des services publics, la destruction des régimes de protection sociale par répartition, la dégradation des conditions de travail, la dégradation des conditions de vie des petits patrons et artisans, la stagnation des salaires, la régression du pouvoir d'achat, la précarisation de l'emploi, la massification du chômage, le démantèlement du code du travail...

Les taux de chômage, notamment des jeunes, l'état sanitaire général de la population, le niveau des équipements publics de base (réseaux d'adduction d'eau et d'électricité, bâtiments publics, transports, traitement et valorisation des déchets, parcs hospitaliers et scolaires...), la structure et les niveaux des qualifications des emplois

et des personnes, le taux d'illettrisme, l'échec scolaire et universitaire, les conditions de vie et de travail, l'accès aux soins, l'empoisonnement de nos vies, l'absence de développement économique, la misère, l'exclusion et la pauvreté témoignent de l'état de délabrement dans lequel se trouve notre pays.

Cette situation est identique à celle vécue en Grèce, en Espagne ou au Portugal agitée par les médias parisiens en épouvantail pour convaincre les travailleurs de se contenter de peu, de ne pas se révolter.

Ainsi, pour permettre la pérennisation de la pwofitasyon, le pouvoir s'appuie sur une répression antisyndicale sans limite.

Le grand patronat, conforté par le gouvernement remet en cause les lois en vigueur. Les négociations annuelles obligatoires ne sont que des parodies.

Le chômage n'a jamais été aussi haut et les perspectives d'avenir sont gravement limitées pour la jeunesse, même quand elle a obtenu des diplômes.

Les élus de Guadeloupe ont livré la gestion de notre eau aux multinationales sans contrôle, sans exigence dans l'opacité et la magouille.

Le port en eau profonde est une aberration économique et environnementale et pourtant les travaux sont entrepris mettant en péril notre biodiversité, notre santé mais aussi le secteur de la pêche....

Les prix des carburants augmentent en Guadeloupe alors que le prix du baril de pétrole baisse sur le marché mondial.

Notre pays, notre peuple, notre histoire, notre mémoire sont aujourd'hui la cible d'une offensive négationniste de l'Etat colonial français qui veut réécrire l'histoire de l'esclavage, afin de se soustraire de ses obligations et responsabilités.

Les pouvoirs publics sont toujours incapables d'organiser un service de transports en commun gratuit et cohérent pour l'ensemble des usagers.

La Modernisation de l'Action Publique continue le travail de sape dans les services publics, pour couper court à toute idée d'État providence tel que le Conseil National de la Résistance l'avait inventé il y a 70 ans, au service du peuple.

La santé, la poste, la recherche, etc ... connaissent des suppressions massives de postes. Le service public est comprimé pour laisser place au privé, plus cher et souvent moins efficace.

Loin d'être préservée tel que François Hollande s'y était engagé, l'éducation est sacrifiée.

Le service public d'éducation s'effrite et on lui substitue soit des écoles privées, soit un service local de précarité, avec des recrutements dans l'urgence, mal rémunérés, des personnels non formés. Les filières, programmes et méthodes d'éducation restent largement inadaptés aux réalités, besoins et enjeux des élèves et du pays. Chaque année, les résultats scolaires et universitaires montrent un creusement de l'écart entre notre académie et la moyenne française.

Des milliers d'élèves sont exclus sans qualifications ni diplômes du système éducatif, faute de politique éducative innovante, adaptée au pays et ambitieuse, faute de moyens, faute d'infrastructures de transports, faute de places en internat, etc. TIMOUN ANNOU AN DANJE !

CE CONSTAT ACCABLANT NE PEUT PAS ETRE UNE

FATALITE, ET LE 1IER MAI 2015 DOIT ETRE UN MOMENT DE REVENDICATION SOCIAL FORT, C'EST POURQUOI, Tous unis, les Travailleurs exigent notamment

:

"Le recrutement avec un seul contrat de travail : le CDI ;

"L'application stricte des 35h et l'application de tous les accords de branche et d'entreprises ;

"L'arrêt de la répression antisyndicale et l'interdiction des licenciements ;

"La revalorisation immédiate des salaires et des minimas sociaux ;

"La mise en place d'un service public de production et de distribution de l'eau ;

"La mise en place d'un service public de transport ;

"La mise en place d'un service public d'approvisionnement et de distribution du carburant ;

"La mise en place à court terme d'un réseau Internet très haut débit accessible à l'ensemble de la population ;

"Le respect de notre histoire et de notre mémoire ;

"Le respect des lois sociales, du Code du Travail, des Conventions Collectives et des Statuts et l'ouverture des négociations dans toutes les branches professionnelles ;

"L'arrêt immédiat de la MAP et son remplacement par une politique de création massive d'emplois publics pour répondre aux besoins de la population ;

"La mise en place d'une véritable formation initiale et continue pour l'ensemble des enseignants.

"Le classement immédiat en éducation prioritaire de l'ensemble de l'académie ;

"La création de postes de conseillers d'orientation, de conseillers principaux d'éducation, d'infirmières scolaires, d'assistantes sociales, de médecins scolaires ;

POUR QUE LES TRAVAILLEURS, LES CHOMEURS, LES JEUNES, LES RETRAITES RETROUVENT LEURS DROITS ET CONQUIERENT DE NOUVEAUX DROITS.

P-à-P, le 15/04/15

**CFTC / CGTG / EO / FSU / FAEN-SNCL / SOLIDAIRES /
SPEG / SUD PTT GWA / UGTG / UIR-CFDT / UNSA**